



## **Nous ne voulons pas faire la rentrée avec 14 000 postes en moins**

Les politiques publiques menées depuis plus de 10 ans ont amené une dégradation sans précédent de la maternelle à l'université pour les élèves comme pour les personnels.

85 000 postes ont été supprimés à tous les niveaux d'enseignement, dans tous les services sociaux, de santé et administratifs durant le quinquennat qui se termine. Les conditions de travail et d'étude pour tous se sont détériorées, la formation professionnelle des personnels a quasiment disparu, le nombre de salariés précaires a augmenté, la charge de travail s'est alourdie, le sens de nos missions au service de la jeunesse a commencé à se perdre, parallèlement au renforcement de logiques managériales étrangères à ces missions.

**L'éducation nationale a subi le pire plan social du quinquennat.**

Dans notre académie 286 postes ont été supprimés à la rentrée 2011 et 270 nouvelles suppressions sont prévues pour la rentrée 2012. Et tout cela quand les effectifs d'élèves se maintiennent voire augmentent. Les classes s'alourdissent partout. La réforme des lycées généraux, technologiques et professionnels a supprimé des dizaines de postes. Les services administratifs, sociaux ou de santé doivent faire sans cesse davantage avec toujours moins.

La présence des collèges est fragilisée en milieu rural de même que le maillage du territoire par les écoles primaires et maternelles. Dans les quartiers populaires il n'existe plus « d'éducation prioritaire » et seul le dévouement des personnels tient encore les choses debout, cependant qu'au nom du programme "ECLAIR" commencent à s'officialiser des zones hors statuts. La scolarisation des jeunes enfants est en recul, les Réseaux d'aide (RASED) démantelés, les missions de l'Adaptation Scolaire et du Handicap sont fragilisées.

Plus de 500 postes supprimés dans l'académie en deux ans

**→ Contre la casse des conditions de travail et d'étude.**

**→ Pour une Ecole publique laïque de l'égalité des droits.**

**Refusons la rentrée préparée par Sarkozy, Fillon et Châtel :**

**La rentrée 2012 ne doit pas se faire sur la base des suppressions qu'ils ont décidées.**

Pour un collectif budgétaire, pour la programmation du rétablissement des postes,  
*parce que c'est là l'urgence préalable à toute la suite, interpellons les candidats aux législatives.*

**Rassemblement départemental, mercredi 6 juin, 17h  
devant l'inspection académique (château de Bellevue, Yzeure)  
Suivi d'une réunion au Colisée (Moulins).**